Karl Laske

ILS SE CROYAIENT INTOUCHABLES







Albin Michel

025727438

DL- 05.09.2000 35194

32

Ils se croyaient intouchables

2000-88921

DL- 05.09.2000 35194

DU MÊME AUTEUR

Le Banquier noir,
Éditions du Seuil, 1996.

Karl Laske

Ils se croyaient intouchables

Albin Michel

© Éditions Albin Michel S.A., 2000
22, rue Huyghens, 75014 Paris

www.albin-michel.fr

ISBN : 2-226-11621-4

BnF
DEP

à Catherine

« Un mois de prison ferme pour une bouteille de lait, 500 F d'amende pour un kilo de châtaignes, un procès pour un timbre à 40 centimes, quatre ans de prison pour dix bouteilles vides. Voilà pour les pauvres. Qu'en est-il pour les riches ? Ce n'est pas avoir l'esprit subversif que de dire qu'ils sont assurément mieux traités, même quand c'est pour des délits infiniment plus graves qu'il leur arrive de se retrouver devant les tribunaux. »

Denis Langlois
Les Dossiers noirs de la justice française, 1974.

Sommaire

1. Nous les valets 15
2. Celui dont on ne prononce pas le nom 21
3. La banque de tous les secrets 29
4. La scandaleuse 35
5. Lettres à Éva 40
6. Roland Dumas pris au piège 43
7. L'homme le moins recherché du monde 53
8. Une vieille histoire de barbouzes 67
9. On cherche le téléphone d'Alfred 77
10. La prise de la tour 83
11. Le système selon le PDG 96
12. La vie de château 103
13. Les ennuis du roi de la sape 109
14. Les trois cercles 114
15. La mécanique du pot-de-vin 119
16. Des statuettes en vitrine 128
17. La clé en or et le coffre avec 141
18. Malaise dans les hautes sphères 146
19. L'homme des « affaires » 151
20. Roman photo 160
21. La Rouquine qui fait peur 166
22. Une mauvaise vente pour Dumas 177
23. Un dilettante au Quai d'Orsay 185
24. Des questions sur le mensonge 191
25. Fatima, l'épouse éphémère 195

26. Vies privées, vies manipulées 204
27. Un divorce chez Elf 209
28. Confrontation à l'amiable 216
29. Les mystères de Taiwan 230
30. Le testament qu'on s'arrache 240
31. Frontières 244
32. On recherche Dédé la sardine 247
33. Paris-Berlin-Paris : le pipe-line 252
34. Dr Joly et Mrs Éva 258
35. L'avertissement 267
36. La cohabitation africaine 271
37. L'émir des Hauts-de-Seine 285
38. François et Helmut 294
39. Les hommes du président 301
40. Renvoyé c'est pesé 309
41. Portrait de groupe 315

Annexes 319

BnF
DEP

1.

Nous, les valets

Alfred Sirven attendait son avion à l'aéroport de Genève-Cointrain. Un petit aéroport aux vitres teintées, devant les Alpes. Il était sans arrêt à Genève. Toujours à faire des allers-retours. La ville était une des bases arrière d'Elf-Aquitaine, au plan financier, mais pour Alfred, elle était le centre de ses activités. Elle était le siège du trading du groupe, là où Elf négocie ses cargaisons de brut, fabrique ses marges au baril et son argent secret. Alfred avait un appartement, rue de Monthoux, dans un immeuble moderne qui jouxtait le Noga Hilton. Le siège d'Elf-Aquitaine International (EAI), la filiale dont il était devenu le président, se trouvait dans le même pâté de maisons, rue Plantamour. Facile pour lui d'aller au bureau. Son travail ? Il en avait parfois une définition assez lapidaire. « Moi, je suis porteur de valises », confiait-il à ses proches. Des valises d'argent. Et assez lourdes. Dans une première synthèse, le juge genevois Paul Perraudin a estimé à plus de 1 milliard de francs l'argent soustrait à Elf ayant transité par ses comptes bancaires — une quinzaine ouverts en Suisse. Le juge notait que « d'importants avoirs en liquide provenant desdits comptes ont été réacheminés en France[1] ». « Avec

1. Synthèse effectuée en juin 1998. Citée par *Le Monde* du 10 juillet 1998.

tout ce que j'ai piqué, je tiens quarante ans après ma mort », se vantait Alfred.

Donc, Alfred prenait le plus souvent l'avion pour ses voyages à Genève. Et quand il revenait à Paris, il lui arrivait de ramener de l'argent. Plutôt par accident. Il avait ses filières à lui. Des passeurs. Un ami pilote qui lui faisait ça de temps en temps. Son banquier aussi. L'avion ne permet pas de passer des valises d'argent. À cause des contrôles. La douane n'autorise que 50 000 F par personne.

Ce jour-là, Alfred, Christine Deviers-Joncour et un cadre d'Elf s'apprêtent à prendre l'avion. Ils traînent du côté des duty free. Mais voilà qu'Alfred s'aperçoit qu'il a trop d'argent sur lui. Il donne 50 000 F à Christine, 50 000 F au collègue d'Elf. Il en met 50 000 dans son portefeuille. Il en reste encore. Il s'isole. Il va aux toilettes. Quand il rejoint les autres, Alfred boite. Il se plaint. Il a mal aux pieds. Il a placé les billets restants dans ses chaussures. Une liasse dans chaque chaussure, il va passer la frontière en piétinant l'argent d'Elf. C'est douloureux, mais c'est son travail.

Un autre jour, à Paris, un dîner un peu spécial se préparait. Christine l'avait organisé. Elle avait jeté un œil sur tout. Elle avait accueilli ses invités, puis s'était éclipsée. Alfred, qui habitait dans le même immeuble, rue Robert-Estienne, non loin de la rue Marbeuf, s'était assuré des préparatifs, puis avait, lui aussi, quitté les lieux peu avant.

Les invités devaient se rencontrer discrètement et en tête à tête. Le premier, Roland Dumas, était ministre des Affaires étrangères. Le deuxième convive, Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, était l'un des chefs de l'opposition.

Si Christine avait organisé ce dîner, dans son appartement dont le loyer est payé par l'entreprise, c'est qu'Alfred, directeur des « affaires générales » d'Elf-Aquitaine, son « patron », lui avait demandé de le faire

« en urgence ». Pour le service, elle s'est tournée vers Jimmy Ruiz, un maître d'hôtel qu'elle fera souvent intervenir chez elle par la suite[1]. Elle ne s'est pas vraiment mise aux fourneaux. Elle a commandé les repas chez Fauchon.

Pendant que Dumas et Pasqua déplient leurs serviettes et goûtent le vin qu'on leur sert, Christine a rejoint Alfred dans son appartement, quelques étages plus bas. Elle est accompagnée de Daniel Léandri, un brigadier devenu conseiller personnel de Pasqua, qui est également salarié par Elf-Aquitaine, très discrètement en Suisse. Tous trois vont dîner à la bonne franquette, tout en regardant l'heure de temps à autre. Sirven a lui aussi jeté un œil sur l'organisation du repas, le menu et les vins. Vers la fin de la soirée, il suggère à Christine d'aller voir en haut où ils en sont. « Ils doivent en être au café. Si tu allais jeter un coup d'œil? » Christine remonte et, effectivement, Dumas et Pasqua sont passés au salon. Ils l'invitent à s'asseoir.

Le repas à huis clos touchait à sa fin. Les secrets, ou les idées, avaient été échangés. Ces deux responsables avaient-ils vraiment besoin d'Elf pour se rencontrer ? Apparemment oui. Roland Dumas s'est souvenu du dîner. Bien obligé de l'expliquer, devant des juges neuf ans plus tard. Il a dit : « J'ai bien dîné avec Charles Pasqua rue Robert-Estienne, mais je n'ai pas à vous dire l'objet de notre rencontre. » Puis il s'est repris : « Je veux bien consentir à vous éclairer, a-t-il dit. Cela fait partie de l'histoire de France[2]. »

Donc, Dumas éclaire Éva Joly et Laurence Vichnievsky. Pendant la première cohabitation, il avait eu un jour des « échanges très vifs » avec Pasqua à l'Assemblée nationale. Il était député, Pasqua ministre. « Il s'agissait d'une controverse à propos du comportement de cer-

1. Il confirmera son intervention à la justice.

2. Lors de sa confrontation avec Ch. Deviers-Joncour, le 2 juin 1999.

tains Français pendant l'Occupation. Il s'agissait de distinguer les salopards des courageux. M. Chirac, Premier ministre à l'époque, avait tenu à me présenter publiquement ses excuses au nom du ministre de l'Intérieur en séance publique à l'assemblée.

« Charles Pasqua était un résistant notoire. Il avait le désir de se réconcilier avec moi et j'avais le désir de me réconcilier avec lui. Nous cherchions un terrain neutre. Christine, qui a effectué un travail de relations publiques chez Elf, dont elle s'acquittait très bien, m'a offert l'hospitalité. Elle a eu la délicatesse de me laisser en tête à tête, et je lui en suis encore reconnaissant. Charles Pasqua et moi nous sommes réconciliés. J'en suis heureux. »

Si tel était l'objet de la réunion, Dumas et Pasqua ne se sont donc pas vus pour rien. La dispute évoquée par Dumas remontait au mois de mai 1986. Charles Pasqua est à la tribune de l'Assemblée, et il crée un micro-soulèvement dans les bancs de la gauche, en affirmant qu'en 1940 les députés de gauche s'étaient « couchés devant l'occupant ». Dumas s'est levé lui aussi. « Fasciste ! Voyou[1] ! » lance-t-il. Les socialistes quittent l'hémicycle. Quand ils reviennent, Pasqua a rejoint les bancs du gouvernement. Dumas, livide, se précipite vers Pasqua. Échange de mots. Rapidement, on s'interpose.

« Je lui ai dit que je l'avais traité de voyou pendant la campagne et que je maintenais mes propos, rapporte Dumas peu après. S'il n'avait pas été assis à ce banc, il aurait reçu les deux gifles qu'il méritait. Je le lui ai dit aussi[2]. »

Pasqua bombe le torse et roule des yeux, selon les journalistes présents. « Ministre ou pas ministre, croyez-vous que je sois un homme à me laisser gifler ? Qu'il vienne me le dire en face[3]. »

---

1. *Le Monde*, 22 mai 1986.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

Rue Robert-Estienne, Dumas et Pasqua tirent donc un trait sur cette dispute. La discussion a même été cordiale. Bientôt les convives doivent s'en aller. Léandri et Sirven remontent eux aussi. On se dit au revoir. Christine va aider Jimmy Ruiz à ranger. Le maître d'hôtel fait remarquer à Christine que les repas commandés chez Fauchon coûtent bien cher à Elf-Aquitaine. Le traiteur Duplessis serait moins onéreux. La fois suivante, Christine commandera chez Duplessis.

Il y aura d'autres rencontres secrètes Dumas-Pasqua. Charles Pasqua visitera l'appartement de la rue de Lille avant même qu'il soit meublé. Puis le même cérémonial se mettra en place. Mais sans l'appartement du dessous. Sirven et Christine se déplaceront dans une brasserie voisine, pour attendre[1]. Dans l'un de ses livres, Christine décrit cette attente dans la brasserie : « Nous "les valets", comme dans les pièces de Molière, bavardions à l'écart. [...] Mais chut ! Discrétion impérative. Alfred s'épanouissait dans ce contexte. Lui aussi en savait des choses... Secrets d'État, secrets intimes, services secrets. Regards furtifs vers les tables voisines pour s'assurer qu'aucune oreille indiscrète ne nous écoutait. Des phrases à peine ébauchées, jamais finies. Des noms égratignés, escamotés[2]. »

Ce livre devait commencer par ce dîner d'Elf-Aquitaine qui réunit la gauche et la droite. Sympathique réconciliation.

Mais l'entreprise est-elle vraiment ce « terrain neutre » évoqué par Dumas ? Récapitulons : Elf-Aquitaine paie pour l'appartement. Elf paie à dîner. Elf paie les salaires, du côté de Dumas, comme du côté de Pasqua. Est-ce un terrain neutre ou bien plutôt une copropriété, dont Alfred Sirven serait le syndic ?... « Alfred Sirven n'aimait pas la gauche, précisera bien plus tard Christine, et en

1. Christine Deviers-Joncour, *La Putain de la République*, Calmann-Lévy, 1998.
2. *Ibid.*

faisant nommer Le Floch-Prigent [à la tête d'Elf-Aquitaine] il tirait les ficelles, et Le Floch saurait satisfaire les exigences impatientes de la gauche en préservant les réseaux de la droite. » Exigences de la gauche, réseaux de la droite...

Dans l'affaire, il y a comme ça des noms qui font tilt, de temps en temps, sur les procès-verbaux. François Mitterrand bien sûr. Qui a couvert certaines opérations. Qui a demandé certaines faveurs pour des amis. Il y a aussi plusieurs ministres des années 1989-1993. En plus de Roland Dumas, Dominique Strauss-Kahn, ex-ministre de l'Industrie ou Édith Cresson, ex-Premier ministre. Tous ont demandé une faveur à Elf. Certains l'ont obtenue. Avec huit ans de recul — quatre au début de l'affaire —, l'enquête des juges vise rétrospectivement presque tout un gouvernement, en plus du défunt président de la République. Il y a huit ans, cette enquête aurait été impossible. Aujourd'hui, rien ne peut plus l'arrêter.

2.

Celui dont on ne prononce pas le nom

Il y a un autre nom sur un procès-verbal. Personne n'en parle.

Le 22 juillet 1996, Loïk Le Floch-Prigent est extrait de sa cellule de la prison de la Santé. Il vient de démissionner de la SNCF. Il est conduit au Palais de justice pour être confronté à Maurice Bidermann, patron d'un groupe textile renfloué par Elf. Bidermann est à la prison de Fresnes. La juge s'interroge sur le degré de connivence des deux hommes. Sur les motifs qui ont pu conduire le groupe pétrolier à injecter près de 800 millions de francs dans un secteur aussi éloigné de son métier d'origine.

Question d'Éva Joly à Maurice Bidermann :

— Est-ce qu'il y a eu en 1992-1993 un regain d'intérêt du ministère de l'Industrie à l'égard de vos entreprises ?

— Oui, répond Bidermann. En raison de l'approche des élections et du fait que j'ai des usines dans la circonscription de Jacques Chirac, à Bort-les-Orgues et à 30 km.

Éva Joly prend note sans poser de questions. La réponse de Bidermann est à côté. Elle lui parlait du soutien du ministre de l'Industrie Dominique Strauss-Kahn et Bidermann lui répond Jacques Chirac. Étrange réponse. Elle insiste sur Strauss-Kahn :

— Est-ce que vous avez considéré que la lettre du 26 mars 1993 [une lettre que DSK a écrite à Bidermann] était un soutien important à votre entreprise ?

— Cette lettre résultait de très nombreuses négociations menées par Georges Jollès (vice-PDG de Bidermann) et moi-même, répond Bidermann.

Le ministre de l'Industrie y évoque les difficultés du groupe textile et s'engage à l'appuyer dans sa recherche de fonds — en liaison avec les investisseurs institutionnels. DSK dit qu'il a « saisi » Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances. Il ne parle pas de Chirac, à aucun moment. Pourtant Bidermann a spontanément cité son nom. Il a aussi parlé des élections. En 1993, ce sont les législatives. Quel rapport peut-il y avoir entre l'aide de l'État à Bidermann, l'usine de Corrèze et Chirac ? Bidermann s'emmêle-t-il les pinceaux ?

Pas tout à fait. Maurice Bidermann connaît Chirac. D'ailleurs, il s'en vante un peu trop. Il le connaît comme un industriel parisien qui a déjà rencontré le maire. Mais les relations, ça sert toujours à quelque chose. Il a donc invité Le Floch-Prigent et le maire de Paris un jour à déjeuner chez lui. Le chauffeur du PDG d'Elf s'en étonnera auprès de son patron. « Le Floch m'a clairement dit que Mitterrand ne ferait pas de troisième mandat, et qu'il fallait préparer l'avenir[1] », s'est souvenu le chauffeur, Didier Sicot. Le Floch-Prigent assure ses arrières. Il donne Chirac gagnant dans la course à la cohabitation, et même à la future élection présidentielle. Et il en obtient certaines assurances. « Jacques Chirac m'avait laissé entendre que je resterais à mon poste au moins jusqu'à la fin de l'année 1993[2] », admet-il. « Le Floch était prêt à aider celui qui le maintiendrait à son poste », confirme Maurice Bidermann.

---

1. Interview de Didier Sicot par Laurent Valdiguié, « Je dormais avec un fusil sous le lit », *Le Parisien*, 14 mai 1999.
2. *Le Nouvel Observateur*, 23 janvier 1997.

Quel rapport avec Bort-les-Orgues ? Dans cette petite ville de Corrèze, la manufacture de vêtements a employé jusqu'à 400 personnes environ. Elle a appartenu à Bidermann de 1979 à 1989. L'usine n'est plus sous son contrôle. Elle est passée entre les mains d'un de ses anciens directeurs de production. La manufacture est plutôt du ressort de Chirac, de sa circonscription et de son suppléant, le maire de Bort. À partir de 1991 donc, elle rencontre des difficultés croissantes. Le maire de Paris a demandé de l'aide à Bidermann. « Nos usines — le textile comme la tannerie — ont toujours été soutenues à l'occasion des élections, analyse un opposant. Il fallait que Jacques Chirac fasse quelque chose pour avoir ses 55 %. » C'est ce que confirment les proches de Bidermann : le maire de Paris « ne pouvait pas se permettre » de laisser fermer la manufacture. Par le passé, l'intermédiaire André Guelfi avait rendu ce type de service à Chirac, bien avant de travailler pour Elf, lorsqu'il était à la tête du Coq sportif. Il avait créé une usine de chaussures de sport à Égletons. Il avait « perdu beaucoup d'argent »[1].

Comme Guelfi, Bidermann ne s'est pas fait prier. Officiellement, de nouvelles commandes ont atterri à l'usine après l'intervention de Chirac. Mais le groupe Elf, grand défenseur de l'emploi dans les campagnes comme chacun sait, est entré dans la danse. Alfred Sirven, l'homme des affaires réservées, s'est vanté d'avoir rencontré Chirac, sur ce dossier, en janvier 1992. Selon Maurice Bidermann, c'est plutôt avec son entourage qu'il a traité. « Sirven ne demandait qu'une chose, c'était d'aider les puissants du jour », dit-il.

Au sein du groupe, on évoque un soutien financier à hauteur de 12 millions de francs partagés à trois entre Bidermann, Elf-Aquitaine et un industriel proche de

1. Début juillet 2000, André Guelfi chiffre à 5 millions l'argent englouti à Égletons. Il affirme aussi avoir, à l'époque, remboursé des factures d'avion du maire de Paris.

Chirac. Un virement de ce montant effectué par Alfred, en juin 1992, pourrait être en relation avec le renflouement éphémère de Bort-les-Orgues. C'est en tout cas ce qu'Alfred racontait. Mais il se vantait beaucoup. Pour Bidermann, ce sont des « bêtises » : l'argent d'Elf pour Bort-les-Orgues n'est pas passé par ses comptes. Le Floch, lui, assure qu'il n'a « jamais parlé à M. Chirac d'un dossier concernant Bort-les-Orgues[1] ». Il voyait le maire de Paris à la demande de François Mitterrand. « Le président de la République m'avait demandé de rencontrer les leaders de l'opposition — M. Chirac et M. Giscard d'Estaing — sur des dossiers de politique étrangère », déclare-t-il.

La manufacture de vêtements n'a d'ailleurs pas remonté la pente. Reprise une nouvelle fois, en 1995, elle a fermé ses portes deux ans plus tard.

Bidermann avait un ami, un homme d'affaires américain, Jeffrey Steiner, qui connaissait encore mieux Chirac. Le maire lui avait permis de participer à une opération immobilière dans Paris : l'opération de la ZAC. Coulée verte, en 1990[2]. Steiner avait mis Bidermann sur le coup. Le roi du textile s'est engagé pour 26 %. C'était un pâté de maisons situé dans le prolongement du viaduc qui relie la place de la Bastille et la place Daumesnil. Les droits à construire valaient 300 millions de francs. Il y aurait des logements et des magasins. « Une affaire splendide » selon eux, dont ils ne remercieraient jamais assez Chirac. Peu de temps après, les deux hommes se fâchaient : Steiner demandait à Bidermann de lui rembourser l'argent qu'il lui avait prêté aux États-Unis.

Si Chirac n'a pas pu sauver la place de Le Floch à la tête du groupe Elf, il lui en a donné une autre : à la

1. Entretien avec l'auteur, le 26 juin 2000.

2. Contrairement à Bidermann, Steiner a finalement aussi fait faux bond au promoteur de la ZAC, la société représentant ses intérêts ayant disparu.

SNCF. En plein hiver de grèves, le 20 décembre 1995, Le Floch est nommé PDG. Cette décision prend tout le monde à contre-pied. À Matignon comme au ministère des Transports, on affecte « la surprise ». La candidature de Louis Gallois, président de l'Aérospatiale, semblait mieux placée. C'est « une promotion voulue par l'Élysée », appuie-t-on ici et là. *Le Monde* relève que « le ministère des Transports a pris acte de ce choix, tout en ayant pris soin d'avertir le président des risques encourus par Loïk Le Floch-Prigent sur le plan juridique[1] ». En effet, une information judiciaire sur l'affaire Elf est ouverte depuis le mois d'août 1994. Il est évident que la présidence est informée des investigations du juge Éva Joly. « De source proche du dossier, on évoque un "retour d'ascenseur africain" pour expliquer le choix de Jacques Chirac en faveur de l'ancien président d'Elf-Aquitaine (1989-1993) qui, nommé par François Mitterrand, aurait préservé les sources de financement du RPR en Afrique[2]. »

Éva Joly semble y voir clair puisqu'elle effectue dès le lendemain de la nomination de Le Floch, le 21 décembre 1995, une série de perquisitions dans les bureaux et au domicile de Bidermann. On ne l'arrêtera pas et, six mois plus tard, le président de la SCNF démissionnera par courrier, depuis sa cellule à la prison de la Santé. Il écrira à Chirac. Chirac n'y pourra plus rien. Il n'est même pas à Paris. C'est depuis Brazzaville qu'il annonce que « le remplacement éventuel de Loïk Le Floch-Prigent est le problème du gouvernement ». Quelques jours après, Bidermann laisse échapper son allusion à Chirac.

Neuf mois plus tard, le président de la République intervient en revanche en faveur d'un autre personnage qu'il connaît mieux : André Tarallo. Le monsieur Afrique d'Elf-Aquitaine est entendu, toujours par Éva Joly.

---

1. *Le Monde*, 5 janvier 1996.
2. *Ibid.*

L'audition n'est pas sans risque pour lui. Elle agite le microcosme franco-africain. Samuel Dossou, conseiller en hydrocarbures de la République gabonaise et époux de l'ambassadrice du Gabon en France, téléphone au président Omar Bongo qui à son tour appelle Chirac. Le président de la République connaît bien Tarallo, ils ont fait l'ENA ensemble. L'Élysée intervient. Alexandre Benmakhlouf, procureur général près la cour d'appel de Paris, veillera à ce que Tarallo ne soit pas incarcéré.

Un autre Corrézien fait son entrée sur procès-verbal. Un ami de Chirac, mais du genre homme de l'ombre. Il s'appelle Patrick Maugein. Il est né à Brive-la-Gaillarde. C'est un polytechnicien qui s'est reconverti dans le trading et l'intermédiation. Dans ses affaires, il se réclame tranquillement de Jacques Chirac, y compris par écrit, sans être jamais inquiété par la présidence. Il l'a fait des dizaines de fois dans le litige de la mine d'or péruvienne de Yanacocha[1]. Ce n'est sûrement pas un « valet » du genre d'Alfred. Ses amis le surnomment « Louis XIV », ou encore « talonnette », parce qu'il utilise des semelles compensées. Il habite un hôtel particulier dans le XVI[e] arrondissement, et deux ou trois autres propriétés de standing. C'est un homme à tout savoir. Elf-Aquitaine, il connaît bien. Omar Bongo, il l'a tutoyé. Roland Dumas est l'un de ses amis. Sirven, il l'a rencontré souvent à une certaine époque. Alfred lui aurait même demandé la protection de l'Élysée au début de ses ennuis, en invoquant ses services rendus à Bort-les-Orgues. Sans succès[2].

---

1. Jean Montaldo a publié de nombreuses lettres de Maugein dans *Main basse sur l'or de la France*, Albin Michel, 1998. Voir aussi le portrait de Maugein par Vincent Nouzille et Fabrice Lhomme dans *L'Express* du 9 décembre 1999.

2. Gilles Gaetner et Jean-Marie Pontaut (*L'Homme qui en sait trop*, Grasset, 2000) relatent l'épisode. Ils affirment que Maugein répond négativement à la demande d'intervention d'Alfred.

Amateur d'opéra, Maugein avait pris la suite de Dumas à la présidence de l'association Opéralia. Selon l'un de ses anciens associés, Patrick Maugein s'est introduit dans le cercle des grands intermédiaires français en 1982, à la mort de Jean-Marie Dauzier, un autre Corrézien proche de Chirac. Dauzier avait travaillé en Afrique. Le journaliste Pierre Péan l'avait relevé, en 1983, dans son livre *Affaires africaines*[1] :

« C'est en mars 1980 que l'Élysée s'est aperçu que des grandes manœuvres se déroulaient à Libreville. Jean-Marie Dauzier, président de la caisse du Crédit agricole de Corrèze, jouant le rôle de vice-trésorier du RPR, tentait de monter une opération de courtage sur du pétrole exploité par Elf-Gabon. À la clé de cette affaire, une importante commission pour les caisses des chiraquiens. L'Élysée prévient le ministre de l'Industrie, André Giraud, qui déclenche immédiatement une enquête. Le bouillant serviteur de la rue de Grenelle y met d'autant plus de zèle qu'il est persuadé que si la ligne est bien lancée, il pourrait bien trouver accroché à l'hameçon Albin Chalandon, président d'Elf-Aquitaine, contre qui il mène un combat sans merci. Giraud ne prendra pas Chalandon en défaut, mais il stoppera la "filière Dauzier". »

Fort de ses nombreuses introductions, Dauzier associe Maugein à ses affaires. À sa mort, Maugein prend son envol. Il devient le concepteur de contrats de fourniture de matières premières, cacao et surtout pétrole, à « des conditions privilégiées ». Il se fait parfois payer par des cargaisons en nature. C'est son grand secret. C'est ce qui multiplie son chiffre d'affaires. Cette forme de rémunération est moins « douloureuse » pour les chefs d'État africains. « Maugein multiplie les voyages, les affaires, sollicitant constamment l'intervention téléphonique de Chirac auprès de ses contacts[2] », rapporte l'un de ses

1. Pierre Péan, *Affaires africaines*, Fayard, 1983.
2. Note de synthèse en possession de l'auteur.

associés. Les juges de l'affaire Elf le trouvent logiquement sur leur chemin. Un avocat espagnol affirme avoir encaissé certaines sommes d'Elf-Aquitaine pour le compte du Corrézien. Ce n'est pas très bon pour la présidence. Maugein a toujours été en contact direct avec « son ami » Chirac. Ses appels téléphoniques avaient été retracés dans le cadre d'une affaire criminelle en cours d'instruction. Maugein appelait effectivement sans arrêt l'Élysée, sur des numéros réservés[1]. Ces lignes avaient été toutes mises hors service par la suite. Chacun a ses corridors de protection. Ceux de l'Élysée sont les plus efficaces. Le Floch-Prigent, comme André Tarallo ou Roland Dumas, ont cru pouvoir en bénéficier. Ils se sont crus hors de portée de la justice. Ils ont eu tort.

1. Confrontés par écrit aux questions de l'auteur sur l'usine de Bort-les-Orgues et l'éventuelle intervention d'Alfred Sirven dans ce dossier, les services de l'Élysée ont indiqué qu'ils n'entendaient pas commenter une information judiciaire en cours. Concernant les relations de Patrick Maugein avec Jacques Chirac, ils ont seulement fait savoir que « M. Maugein n'a jamais été mandaté par les autorités françaises pour une quelconque mission officielle ou officieuse ».

3.

La banque de tous les secrets

Au fait, Elf-Aquitaine avait aussi une banque. La Banque française intercontinentale — dite FIBA[1] —, avec des bureaux avenue George-V, dans le VIII[e] arrondissement à Paris, et deux succursales en Afrique — à Brazzaville et Libreville. Les juges s'en sont souvenues en trouvant les initiales de la banque dans les comptes de l'association La Colombe. Cette association qui finance le festival de Ramatuelle avait salarié la secrétaire particulière de Dominique Strauss-Kahn, Évelyne Duval, par ailleurs rémunérée par Elf International en 1993.

La FIBA est sur le point de fermer. Le 11 janvier 2000, son conseil d'administration a voté la cessation d'activité. Déjà envisagée par l'équipe de Philippe Jaffré, la fermeture s'est décidée avec la fusion Total-Fina-Elf. Le petit personnel n'attend plus que l'agrément de la Banque de France pour savoir à quelle sauce il sera mangé. Les principaux clients sont déjà avertis. Leurs actifs doivent être transférés à d'autres établissements avant la fin juillet.

Mardi 7 mars, Éva Joly et Laurence Vichnievsky font une descente à la FIBA. Elles fouillent le bureau du

1. Son appellation d'origine, en anglais, est : French Intercontinental Bank.

directeur général Pierre Houdray. Elles prennent son agenda. Dans un tiroir, elles trouvent une enveloppe contenant 200 000 F. C'est une « mise à disposition » pour Bruno I. datée du 23 décembre 1999. Bruno I. n'est pas venu chercher son argent. Dans le coffre-fort du directeur, elles trouvent un revolver Walter PPK, ainsi qu'une boîte de cartouches. Pierre Houdray est ennuyé : son autorisation expirait en novembre.

Dans le deuxième coffre-fort d'étage, les policiers trouvent deux valises. L'une contient 650 000 F. La seconde, des documents. Il y a aussi une liste d'archives, malheureusement détruites lors d'un incendie au Havre, le 19 août 1997[1]. Ces dossiers disparus concernaient entre autres la fondation Elf, et Regourd aviation, une société privée qui avait vendu ses jets au groupe. Deux affaires évoquées à l'instruction. En revanche, une documentation précieuse est saisie : la liste des coffres résiliés, quelques dossiers de prêts personnels consentis à des cadres du groupe, et surtout les carnets de « mises à disposition » de la banque depuis 1989.

Les valises, l'enveloppe et les listings le montrent : la « mise à disposition » est pour ainsi dire l'objet social secret de la FIBA. Née en 1975, la banque associe étroitement Elf et l'entourage d'Omar Bongo. Le président gabonais en a lui-même 15 %. Sa fille Pascaline en a 6 %, ainsi qu'Albertine et Ali, deux autres enfants d'Omar. Samuel Dossou, le conseiller hydrocrabures du président, et mari de l'ambassadrice du Gabon en France, siège au conseil d'administration aux côtés d'autres notabilités gabonaises[2]. « L'idée était d'en faire une tirelire et de mettre à disposition du cash pour les grosses éminences africaines », explique un ancien cadre de la FIBA.

---

1. Un entrepôt d'archivage avait pris feu, détruisant par la même occasion une partie des archives de la banque IBSA, filiale du Crédit lyonnais.

2. Antoine Glaser et Stephen Smith évoquent en détail l'histoire de la banque dans *Ces messieurs Afrique,* t. 2, Calmann-Lévy, 1997.

Plusieurs chefs d'État africains y ont eu des comptes, jusqu'à ce jour. D'un côté, la FIBA faisait de la gestion de patrimoine, de l'autre, elle gérait une partie des flux d'Elf, la plus-value pétrolière dégagée par le trading. « Plus on rendait de services à nos partenaires, plus on rendait captives leurs ressources, explique un dirigeant. C'est un instrument qui vous donne barre sur les pays producteurs. » Ainsi la FIBA avait-elle géré la dette congolaise — gagée sur du pétrole à extraire. Un relevé de comptes faisait apparaître, en 1994, 202 millions de dollars d'emprunts souscrits auprès de la banque d'Elf. Sans l'argent de la FIBA, les caisses étaient vides au Congo, les fonctionnaires n'étaient pas payés.

Quand il faut, la banque va jusqu'à effectuer des virements à des officines d'aviation ou d'armement. Ainsi le président congolais Pascal Lissouba avait-il ordonné à Pierre Houdray, en 1997, en pleine guerre civile, de payer ses hélicoptères Puma. « La FIBA ne pouvait pas dire non, explique-t-on dans l'entourage du directeur. En outre, il n'y a pas un franc qui sort de la FIBA sans l'autorisation de la Banque de France — qui régente la zone du franc CFA —, et elle n'a rien dit. »

Ce point névralgique, ce lieu de pouvoir, Alfred Sirven l'avait convoité. En 1991, il avait tenté d'imposer la mise à l'écart de Jack Sigolet, PDG de la banque. Mais il avait raté son putsch, à cause de Bongo. Sigolet avait reçu des menaces consécutives à la suspension de certains achats d'armes. Un jour, un interlocuteur anonyme le demande au téléphone : « Va regarder ta voiture sur le parking. » Elle était en flammes. Diriger la FIBA était un métier dangereux.

La banque avait géré aussi certains investissements inhabituels. Fibaviat avait ainsi été constituée pour faciliter l'achat des Falcon, par l'équipe de Le Floch[1]. Fibaco

1. Dont un Falcon 900, qui n'existait qu'en deux exemplaires en France ; 192 millions de francs en crédit-bail.

était spécialisée dans la location immobilière. Mais la FIBA renvoyait surtout au cœur du système Elf et de ses circuits financiers, la circulation d'argent entre le trading, les caisses off shore, et les comptes présidentiels, ou ceux des amis des présidents.

Question sensible : cet argent « mis à disposition » par la FIBA, où allait-il ? N'y avait-il pas là un chemin pour « les retours » de commission vers des Français ? Un collaborateur de la présidence gabonaise l'a affirmé, en évoquant la remise par lui-même de « sacs d'argent » au factotum d'un homme politique français, dans le parking de la succursale de la FIBA à Libreville[1]. Les sous-sols de l'immeuble des Frangipaniers — siège de la banque —, situé sur le front de mer, sont connus pour dissimuler cette activité de « transbordement » de voiture à voiture. Puis, la sortie du territoire gabonais était protégée par des agents de la présidence gabonaise, jusqu'au pied des avions, à l'aéroport de Libreville. La FIBA servait aussi à ça. « Sa clientèle cible — atteinte essentiellement par un jeu de relations tissées depuis Paris — est constituée d'entreprises de haut standing et d'hommes politiques dont la principale caractéristique commune est qu'ils recherchent confidentialité et sécurité de leurs opérations », notait la commission bancaire de l'Afrique centrale, dans un rapport sur la banque[2].

À Paris, un ancien journaliste, devenu spécialiste en terrorisme puis conseiller de chefs d'État, figurait sur le listing des « mises à disposition ». Il signait à chaque fois. Il dit que les fonds qu'il venait retirer rémunéraient ses conseils donnés à la présidence gabonaise[3]. Il avait un passeport diplomatique, et avait été chargé de préparer certaines rencontres de Bongo avec des chefs d'État du monde arabe, ou encore des sessions du

1. Témoignage recueilli par Antoine Glaser et Stephen Smith, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. Entretien avec l'auteur, le 30 mars 2000.

conseil de sécurité de l'ONU dont le Gabon fait partie. Ces fonds servaient à ses voyages. À chaque fois, ils étaient assortis d'une attestation de la présidence spécifiant qu'ils lui étaient remis dans le cadre de ses missions. Tout était déclaré aux impôts, expliquait-il. Il n'avait aucune connexion chez Elf, ni avec aucun politique. D'ailleurs sa feuille d'impôt affichait 5 millions de francs. Il avait tout déclaré. Le circuit des « mises à disposition », à son avis, n'était pas « un vrai circuit ». Tout au plus permettait-il au président Bongo de rendre parfois service à ses amis.

Quelqu'un s'est-il inquiété ? Tout le monde en réalité. Notamment d'importants clients africains. Dans la nuit du 9 au 10 mars 2000, des visiteurs se sont introduits dans la banque. Une porte-fenêtre du premier étage a été forcée. Elle ouvrait sur la « salle des engagements » de la FIBA. Des meubles ont été fracturés et vidés. Mais les armoires fortes ont résisté. Les employés ont constaté les dégâts. Officiellement, aucun document n'avait disparu. « Ni document ni valeur », a fait savoir le groupe Total-Fina-Elf, qui annonce qu'une plainte pour « tentative de vol avec effraction » a été déposée le matin même. Du coup, la juge Éva Joly est revenue pour compléter sa perquisition.

Depuis le début, les juges avaient leur petite idée. Bien sûr, les comptes de l'association La Colombe. Mais aussi un autre compte, celui de la fondation Elf. Et plus précisément encore, un virement effectué à partir de ce compte, le 22 janvier 1993, au profit d'une société d'économie mixte de la Ville de Blois, présidée par son maire Jack Lang. Ce dernier s'est déclaré candidat à la candidature à la mairie de Paris le 24 février 2000. Et c'est comme si les juges avaient ressorti son dossier tout exprès. En effet, elles connaissaient l'existence de cette subvention depuis le mois d'octobre, après l'audition par la brigade financière d'un ancien responsable de la fondation Elf, Éric de Belleval. Selon Jack Lang, le

mécénat en faveur de Blois est parfaitement régulier. Indigné, il a affirmé : « Sur l'honneur, ce versement a été exclusivement destiné au château de Blois[1]. »

Le 21 mars, une enquête préliminaire est ouverte. Quelques jours plus tard Jack Lang redevenait ministre de l'Éducation nationale.

1. *Le Monde*, le 23 mars 2000.

4.

La scandaleuse

Christine a déménagé pendant les vacances de Noël 1998. Elle a quitté son « palais » de la rue de Lille pour un appartement plus modeste dans un quartier moins chic, près de la gare du Nord. Pour l'affaire Elf, les juges et l'opinion publique, elle avait été la goutte d'eau qui avait fait déborder le vase. Le stade suprême de la corruption, ou de ce que l'on en savait. Christine voulait tourner une page. Laisser derrière elle ses voisins, sa concierge, ses souvenirs, ses anciens amis, les regards, les messes basses.

L'hôtel particulier où elle a vécu grâce à Elf fait penser un peu à un ministère. Un portail de quatre mètres de haut ouvre sur une cour. Il est surplombé de deux immenses pots de fleurs. La cour est pavée. Quelques voitures peuvent s'y garer. L'appartement de Christine était au premier étage, escalier de droite. Il faisait un coude. Ses 320 mètres carrés lui permettaient de donner à la fois sur la rue, la cour, et le parc. Christine avait le plus bel appartement de l'immeuble. Huit pièces. Sur l'un des murs, elle avait pu accrocher une tapisserie de 6 mètres sur 4. Une œuvre flamande du XVII[e].

Quand Christine pense à son appartement, il y a un avant et un après la prison. Avant, elle invitait ses voisins à l'apéritif. Tous des gens très comme il faut. Ambassadeur à la retraite, avocats... Elle avait sympathisé avec le

psychanalyste. Un original. Certains se mettent sur liste rouge. Lui s'inscrivait deux fois sur l'annuaire, sous deux noms différents : Daniel André et André Daniel. Tous les deux psychanalystes. Son vrai nom est Androvsky. Il est lacanien. Il est chauve, il porte de grosses lunettes et une couronne de cheveux frisés qui lui donne un air savant ou farfelu. C'est le premier lacanien à avoir osé s'installer rue de Lille depuis la disparition de Jacques Lacan, qui habitait au 5. La rencontre s'est faite avec Christine. Daniel a sympathisé avec Dumas, qui avait été justement l'avocat de Lacan. Des dîners ont eu lieu, puis une consultation pour l'aîné des fils de Christine, Frédéric. De 1996 à 1997, il engage une psychothérapie auprès du voisin psy. Un rythme hebdomadaire. Christine et André deviennent amis. Le psy est reçu en Dordogne dans la maison familiale. Christine sympathise aussi avec la voisine du dessus. C'est Maren Sell, éditrice renommée. Des dîners réunissent les voisins.

C'était encore l'époque de la *dolce vita*. Roland Dumas venait. Les voisins le remarquaient. « Je croyais qu'il habitait là, se souvient une galériste, voisine d'en face. C'est simple, il se garait à droite ou à gauche de mon porche. Il était accompagné d'un chauffeur et d'un garde du corps. J'ai dit à ma concierge : On a du beau monde en face. Elle m'a répondu : Mais non ! Il vient voir sa bonne amie ! »

Et puis, Christine a appris l'histoire de la lettre anonyme adressée à Éva Joly. Griffonnée sur une page de journal, la lettre donnait son adresse. « Visitez son palais de la rue de Lille, disait-elle, tableaux, tapisseries, meubles, vous serez édifiée. » Quelqu'un qui était venu chez elle peut-être, ou quelqu'un à qui on l'avait raconté ? Elle recevait tellement. Comment savoir ? Le corbeau la présentait comme « maîtresse de Dumas » et « salariée à vie par Le Floch-Prigent ». « Deviers égale porteuse de valise qui en a bien profité. Dumas escroc voleur. » Le corbeau donnait un conseil à la juge : « Si vous trouvez le nom de la société étrangère propriétaire du [...] rue de Lille où